

SENATO DELLA REPUBBLICA

————— XVI LEGISLATURA —————

Doc. XII-quater
n. 6

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

—————

Risoluzione n. 372
Energia e sicurezza

—————
Trasmessa il 9 dicembre 2008
—————

RESOLUTION 372

on

ENERGY AND SECURITY*

The Assembly,

1. **Acknowledging** that energy security has become a major challenge to the national security interests of NATO countries;
2. **Noting** that energy security is best achieved by balancing the interests of energy suppliers, consumers and transit countries and by allowing market forces to govern global and regional energy markets in a transparent and non-discriminatory fashion;
3. **Concerned** that energy resources are subject to extensive state control and are increasingly used as a foreign policy instrument;
4. **Noting** that some NATO member countries have a high degree of dependence on one source of energy and on one supplier;
5. **Concerned** about the possible creation of an international cartel for natural gas similar to that of the Organization of Petroleum Exporting Countries (OPEC), which would pose a significant threat to the price and the supply of energy as well as to the economy and the security of the world;
6. **Alarmed** that critical energy infrastructure represents an attractive target for terrorists and other hostile armed groups;
7. **Recognising** that NATO was founded to address “hard security” threats and that other organisations, such as the European Union and the International Energy Agency, have historically led efforts to address energy-related challenges;
8. **Convinced**, nevertheless, that NATO can add value to multinational efforts aimed at enhancing energy security in the Euro-Atlantic region;
9. **Welcoming** progress made in this regard at the NATO Summits in Riga and Bucharest;
10. **URGES** member governments and parliaments of the North Atlantic Alliance:

* Presented by the Science and Technology Committee and adopted by the Plenary Assembly on Tuesday 18 November 2008, Valencia, Spain.

-
- a. to promote greater solidarity within the Euro-Atlantic community on energy matters and to support the European Union effort to establish an integrated European energy market and to diversify energy supply sources and routes;
 - b. to elaborate further the role of the Alliance in the field of energy security, focusing on:
 - i. exploring NATO's potential added value in enhancing the protection of critical energy infrastructures, taking into account existing international initiatives;
 - ii. using the revision of the 2003 European Security Strategy and the Alliance's 1999 Strategic Concept to promote a common understanding within NATO and the EU of energy security threats in the Euro-Atlantic region;
 - iii. using NATO structures to share intelligence and surveillance information related to common energy security concerns;
 - iv. considering establishing a centre of excellence, affiliated to NATO, to identify and analyse energy-related threats and to provide advice on ways to overcome them;
 - v. considering the possibility of using NATO's ties with significant energy supplier and transit countries to discuss energy-related security concerns;
 - vi. making it clear to the governments of major natural gas exporting countries that it views efforts to establish a "Gas-OPEC" to manipulate the supply of natural gas to the world market, either for the purpose of setting a non-market price or as an instrument of political pressure, to be harmful to the security of NATO member countries and to the world;
 - c. to support international projects, including Nabucco, which aim to diversify energy supplies, as well as projects which aim to increase the interconnectivity of national gas pipelines and electricity grids;
 - d. to reinforce dialogue with the Russian Federation in the field of energy, and to establish a unified policy in their engagement in that dialogue, emphasising the principles of the free market economy: open competition, transparency, mutual confidence, reciprocity and non-discrimination, as provided by the Energy Charter Treaty;
 - e. to focus on environmental aspects of energy policies and to accelerate research and development of alternative energy solutions, including renewables, clean coal technologies and energy efficiency measures;
 - f. to acknowledge that some member states regard nuclear energy as a viable option to cope with climate change and supply security problems, provided that a long-term solution to the problem of nuclear waste and universal adherence to stringent nuclear safety standards are achieved.

RESOLUTION 372

sur

L'ENERGIE ET LA SECURITE*

L'Assemblée,

1. **Reconnaissant** que la sécurité énergétique est devenue un enjeu majeur pour les intérêts nationaux des pays de l'OTAN en matière de sécurité ;
2. **Notant** que le meilleur moyen pour atteindre la sécurité énergétique est de concilier les intérêts des pays fournisseurs d'énergie, des pays consommateurs et des pays de transit, et de permettre aux forces du marché de réguler de manière transparente et non discriminatoire les marchés mondiaux et régionaux de l'énergie ;
3. **Préoccupée** par le fait que les ressources énergétiques font l'objet d'un contrôle poussé de la part de l'Etat et sont de plus en plus utilisées comme un instrument de politique étrangère ;
4. **Notant** que certains pays membres de l'OTAN sont fortement tributaires d'une seule source d'énergie et d'un seul fournisseur ;
5. **Préoccupée** par la possible création pour le gaz naturel d'un cartel international analogue à celui de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), ce qui se traduirait par une menace significative pour le prix de l'énergie et l'approvisionnement en énergie ainsi que pour l'économie et la sécurité mondiales ;
6. **Alarmée** par le fait que l'infrastructure énergétique critique représente une cible de choix pour les terroristes et pour d'autres groupes armés hostiles ;
7. **Reconnaissant** que l'OTAN a été créée pour faire face aux menaces de sécurité « dure » et que d'autres organisations telles que l'Union européenne et l'Agence internationale de l'énergie ont historiquement pris la tête des efforts visant à faire face aux défis liés à l'énergie ;
8. **Convaincue**, néanmoins, que l'OTAN peut apporter un plus dans les efforts multinationaux visant à accroître la sécurité énergétique dans la région euro-atlantique ;
9. **Notant avec satisfaction** les progrès accomplis à cet égard lors des Sommets de l'OTAN tenus à Riga et à Bucarest ;
10. **INVITE INSTAMMENT** les gouvernements et les parlements des pays membres de l'Alliance atlantique :
 - a. à promouvoir une plus grande solidarité au sein de la communauté euro-atlantique sur les questions énergétiques, et à soutenir l'Union européenne dans sa volonté de créer un marché européen de l'énergie intégré et de diversifier les sources et les itinéraires d'approvisionnement de l'énergie ;

* présentée par la Commission des sciences et des technologies et adoptée par l'assemblée plénière le mardi 18 novembre 2008, Valence, Espagne

- b. à accroître le rôle de l'Alliance dans le domaine de la sécurité énergétique, principalement :
- i. en examinant la valeur ajoutée que peut apporter l'OTAN dans l'amélioration de la protection des infrastructures énergétiques critiques, en tenant compte des initiatives existantes au niveau international ;
 - ii. en utilisant la révision de la stratégie européenne de sécurité de 2003 ainsi que du Concept stratégique de l'Alliance de 1999 pour promouvoir une compréhension commune, au sein de l'OTAN et de l'UE, des menaces auxquelles est confrontée la région euro-atlantique en matière de sécurité énergétique ;
 - iii. en utilisant les structures de l'OTAN pour mettre en commun les renseignements et les données de surveillance relatifs aux préoccupations communes en matière de sécurité énergétique ;
 - iv. en envisageant la mise en place d'un centre d'excellence, affilié à l'OTAN, qui aura pour tâche de recenser et d'analyser les menaces existant sur le plan énergétique, et de fournir des conseils sur les mesures à prendre pour les surmonter ;
 - v. en envisageant la possibilité de mettre à profit les liens qui existent entre l'OTAN et d'importants pays fournisseurs d'énergie et de transit pour discuter des problèmes relatifs à la sécurité énergétique ;
 - vi. en indiquant clairement aux gouvernements des pays qui sont de grands exportateurs de gaz naturel qu'elle considère que les efforts visant à créer une "OPEP du gaz" pour manipuler l'approvisionnement du marché mondial en gaz naturel en vue soit de fixer un prix qui n'est pas un prix du marché, soit de se doter d'un instrument de pression politique, sont nocifs pour la sécurité des pays membres de l'OTAN et du monde entier ;
- c. à soutenir les projets internationaux, dont le projet Nabucco, destinés à diversifier l'approvisionnement énergétique et des projets destinés à accroître la connexion entre les gazoducs et les réseaux électriques nationaux ;
- d. à renforcer le dialogue avec la Fédération de Russie dans le domaine de l'énergie et à établir une politique unifiée lors de l'instauration de ce dialogue en mettant en avant les principes de l'économie de marché : la libre concurrence, la transparence, la confiance mutuelle, la réciprocité et la non-discrimination, comme le prévoit le Traité sur la Charte de l'énergie ;
- e. à mettre l'accent sur la dimension environnementale des politiques énergétiques et à accélérer la recherche et le développement de solutions énergétiques alternatives telles que les énergies renouvelables, les techniques de combustion propre du charbon et les mesures visant à améliorer le rendement énergétique ;
- f. à reconnaître que certains Etats membres considèrent l'énergie nucléaire comme une option viable aux problèmes du changement climatique et de la sécurité de l'approvisionnement, à condition de trouver une solution à long terme au problème des déchets nucléaires et de mettre en œuvre à l'échelle internationale des normes strictes en matière de sûreté nucléaire.

N.B. Traduzione non ufficiale

RISOLUZIONE n. 372

ENERGIA E SICUREZZA

*presentata dalla Commissione scienza e tecnologia e
adottata nel corso della Seduta plenaria martedì 18 novembre 2008 a Valencia, Spagna*

L'Assemblea,

1. **Riconoscendo** che la sicurezza energetica è diventata una sfida molto importante per gli interessi nazionali di sicurezza dei paesi NATO;
2. **Constatando** che il miglior modo per garantire la sicurezza energetica è quello di bilanciare gli interessi dei paesi fornitori di energia, dei paesi consumatori e di quelli di transito e di permettere alle forze del mercato di regolare i mercati energetici mondiali e regionali in modo trasparente e non discriminatorio;
3. **Preoccupata** del fatto che le risorse energetiche siano sottoposte ad ampi controlli statali e vengano sempre più utilizzate come strumento di politica estera;
4. **Osservando** che alcuni paesi membri della NATO dipendono in grande misura da un'unica fonte di energia e da un unico fornitore;
5. **Preoccupata** circa la possibile creazione di un cartello internazionale per il gas naturale simile a quello dell'Organizzazione dei paesi esportatori di petrolio (OPEC), il che rappresenterebbe una minaccia significativa per i prezzi e le forniture di energia, così come per l'economia e la sicurezza mondiali;
6. **Allarmata** dal fatto che le principali infrastrutture energetiche rappresentano un allettante obiettivo per i terroristi ed altri gruppi armati ostili;
7. **Riconoscendo** che la NATO è stata fondata per fronteggiare le minacce alla sicurezza in senso stretto e che altre organizzazioni, quali l'Unione europea e l'Agenzia internazionale dell'energia, hanno storicamente guidato le iniziative per far fronte alle sfide di tipo energetico;
8. **Convinta**, tuttavia, che la NATO possa offrire un valore aggiunto alle iniziative multinazionali destinate a migliorare la sicurezza energetica nella regione euro-atlantica;
9. **Accogliendo con favore** i progressi compiuti a questo riguardo in occasione dei Vertici della NATO di Riga e Bucarest;
10. **ESORTA** i governi e i parlamenti membri dell'Alleanza atlantica a:
 - a. promuovere una più ampia solidarietà nella comunità euro-atlantica sulle questioni energetiche e sostenere le iniziative dell'Unione europea per creare un mercato energetico europeo integrato e per diversificare le fonti e le rotte degli approvvigionamenti energetici;
 - b. sviluppare ulteriormente il ruolo dell'Alleanza nel campo della sicurezza energetica, in particolare:

- i. valutando il potenziale valore aggiunto che la NATO può dare per migliorare la protezione delle infrastrutture energetiche critiche, tenendo conto delle iniziative internazionali esistenti;
 - ii. utilizzando la revisione della Strategia europea in materia di sicurezza del 2003 e del Concetto strategico dell'Alleanza del 1999 per promuovere una percezione comune, in seno alla NATO e all'UE, delle minacce alla sicurezza energetica nella regione euro-atlantica;
 - iii. usando le strutture NATO per condividere le informazioni di *intelligence* e di sorveglianza relative ai problemi comuni in materia di sicurezza energetica;
 - iv. prevedendo di istituire un centro di eccellenza, affiliato alla NATO, per individuare e analizzare le minacce nel settore energetico e fornire consigli su come affrontarle;
 - v. valutando la possibilità di sfruttare i legami esistenti tra la NATO ed importanti paesi fornitori di energia e di transito per discutere dei problemi connessi alla sicurezza energetica;
 - vi. rappresentando con chiarezza ai governi dei principali paesi esportatori di gas naturale che l'Alleanza ritiene che le iniziative per creare una "OPEC del gas" al fine di manipolare gli approvvigionamenti di gas naturale sul mercato mondiale, con l'obiettivo di fissare un prezzo non di mercato o di dotarsi di uno strumento di pressione politica, sono pericolose per la sicurezza dei paesi membri della NATO e del mondo intero;
- c. sostenere i progetti internazionali, tra cui il Nabucco, volti a diversificare gli approvvigionamenti energetici, nonché progetti destinati ad aumentare l'interconnessione tra gasdotti e reti elettriche nazionali;
 - d. rafforzare il dialogo con la Federazione russa in materia energetica e stabilire una politica unitaria nell'intraprendere tale dialogo, sottolineando i principi dell'economia di mercato: libera concorrenza, trasparenza, fiducia reciproca, reciprocità e non discriminazione, come previsto dal Trattato sulla Carta dell'energia;
 - e. concentrarsi sugli aspetti ambientali delle politiche energetiche e accelerare la ricerca e lo sviluppo di soluzioni energetiche alternative, ivi comprese le fonti rinnovabili, le tecnologie del carbone pulito e delle misure di efficienza energetica;
 - f. riconoscere che l'energia nucleare è considerata da alcuni paesi membri come una possibile alternativa per far fronte ai problemi del cambiamento climatico e di sicurezza degli approvvigionamenti, purché si giunga ad una soluzione a lungo termine al problema delle scorie radioattive e sia garantito il rispetto universale di rigorosi standard di sicurezza nucleare.
-